

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

C'est bien connu, la Suisse romande est infestée de complotistes acharnés, qui menacent dangereusement, tapis dans l'ombre, l'ordre public et la démocratie.

*Il fallait donc que quelqu'un informât le public, qui risquait le pire sans s'en douter le moins du monde. C'est pourquoi M. Serge Michel, directeur éditorial de **Heidi.news**, a chargé un jeune journaliste, Sami Zaïbi, d'«infiltrer» ce milieu ultra-fermé au péril de sa vie. Le héros de cette redoutable aventure de plusieurs semaines a ramené une moisson d'informations, qui ont débouché, à ce que j'ai cru comprendre, sur la publication d'un témoignage en sept épisodes des plus édifiants. Ça, c'est l'histoire telle qu'on essaie de nous la faire avaler.*

En réalité, un James Bond au petit pied s'en est allé espionner des citoyens qui ne se cachent pas et n'ont donc pas besoin d'être «infiltrés», en se faisant passer pour ce qu'il n'était pas; ceci dans le seul but de nuire à des gens qui ne plaisent ni à son employeur ni à lui-même. Et il s'est fait injurier sur internet, le pauvre chéri!

Devant tant de cruauté, M. Serge Michel se devait de voler au secours de sa petite taupe et de justifier les libertés prises avec la déontologie. Il l'a fait sous forme d'une lettre adressée à ses «chères et chers adeptes des théories du complot de Suisse romande et d'ailleurs», dans laquelle rivalisent la condescendance, l'arrogance et la mauvaise foi¹.

J'avoue que la première chose qui m'a fait sauter en l'air, c'est le culot dont fait preuve M. Michel quand il ose déclarer dans le plus pur style doctoral: «Vous ignorez le “je ne sais pas” des scientifiques et des journalistes au début de leur enquête. Et cela vous gonfle d'orgueil, d'un sentiment de supériorité face aux “masses manipulées”.»

Il se peut qu'il ait raison. Mais il ne voit pas qu'il se décrit aussi lui-même. Qui croit encore de nos jours que les scientifiques et les journalistes dans leur ensemble sont suffisamment humbles pour professer l'esprit fécond du doute cher à Raymond Aaron? Qui croira que Serge Michel n'avait aucune idée préconçue quand il a envoyé son limier espionner la «complotosphère» en prétendant que sa démarche correspondait à la jurisprudence suisse et européenne, qui exige que «l'information ainsi obtenue soit d'intérêt public et qu'il n'y ait pas d'autre moyen de l'obtenir»? Comment ose-t-il dire qu'il n'y avait aucun autre moyen d'obtenir les informations qu'il a récoltées via son fureteur? N'a-t-il jamais entendu parler d'internet? Quant à sa noble défense de l'intérêt public, elle se fonde sur des critiques qui relèvent du procès d'intention et de l'idéologie. On notera au passage cette splendide dénonciation d'un comportement qui porte indubitablement atteinte à l'intérêt public et ne pouvait en aucun cas être connu sans l'intervention d'un tricheur: «Vous êtes profondément anti-démocratiques mais n'hésitez pas à faire usage des outils de la démocratie directe.»

De fait, les «complotistes» ont lancé le référendum – qui n'a d'ailleurs pas abouti – contre l'application SwissCovid et organisé des manifestations anti-masques. Sans doute M. Michel aurait-il préféré qu'ils sortent leurs mitraillettes des caches que, à n'en pas douter, ils dissimulent astucieusement dans des endroits inviolables, mais que son petit copain n'a pas dé-

couvertes. Quant à lui, il méprise certainement l'espionnage et la délation, mais n'ayant pas d'autres armes à disposition, il en use malgré qu'il en ait. Privilège de journaliste, probablement.

Heureusement, M. Michel reste un fervent défenseur de la liberté d'expression et le prouve dans un post scriptum: «Au cours de notre enquête, nous avons découvert que plusieurs d'entre vous, et notamment C.F.², votre figure centrale, étiez enseignants, employés par les départements romands de l'instruction publique. Nous n'avons pas l'intention d'attenter à votre liberté d'expression. Mais exposer des enfants à vos théories anti-scientifiques ne nous paraît pas une bonne idée. Nous allons par conséquent interpellier les DIP vaudois et genevois à ce sujet.»

Je vous reconnais le droit de parler, mais je vous dénonce à titre préventif. Tant qu'à faire, autant ajouter l'incohérence à l'ignominie.

Les théories du complot m'agacent. Et pourtant, il y a des jours où je me demande si je ne fais pas inconsciemment partie du cauchemar de Serge Michel: je déteste le masque, je ne ferai pas vacciner si je puis l'éviter et je ne permets à personne de décider à ma place des applications qui doivent être téléchargées sur mon téléphone.

Où se situe la frontière entre l'indépendance d'esprit et le complotisme?

Mariette Paschoud

¹ <https://www.heidi.news/explorations/au-coeur-de-la-complosphere/nous-avons-infiltre-un-journaliste-chez-les-complotistes-acharnes-de-suisse-romande>.

² Bien entendu, le nom figure en toutes lettres dans le texte original.

Un conflit sans gentils et sans méchants

Six ans après l'Ukraine, le continent européen voit ressurgir un autre conflit sur ses marches orientales, cette fois dans la république auto-proclamée du Haut-Karabakh, en plein Caucase. Tout comme en Ukraine, il ne s'agit pas d'une cyberguerre propre et moderne, mais d'un véritable conflit armé traditionnel, avec des chars, des avions, des bombes, des habitations éventrées et des morts. «Une guerre d'un autre temps», comme l'a si bien dit le président du Parti socialiste suisse il y a un mois, mais qui a pourtant bel et bien lieu aujourd'hui, à quatre mille kilomètres de chez nous, à trois heures de vol d'un avion de combat. Les faits sont têtus.

Ce conflit ne nous laisse pas indifférents. Le Caucase est un point de rencontre entre le monde européen, le monde musulman et le monde asiatique. Entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, on devine un affrontement géographique mais aussi identitaire, attisé par un voisin turc belliqueux. On en vient d'ailleurs à se demander si c'est pour cette raison que la presse occidentale apparaît prudente, voire empruntée, lorsqu'elle couvre ce conflit. On ne parlera pas ici du réflexe pavlovien du quotidien français *Libération*, qui s'est senti obligé de dénoncer les sympathies pro-arméniennes de la «fachosphère» (article publié sur le site internet du journal, puis retiré). Mais les médias de chez nous, plus mesurés, soulignent tout de même les torts partagés des protagonistes et les provocations ou l'imprudence de la partie arménienne.

En fait, ils ont certainement raison. Il semble en effet établi que les Arméniens du Karabakh, après avoir proclamé leur indépendance en 1991, ont ramassé au passage quelques territoires azéris sur lesquels ils n'avaient guère de droits. Il semble aussi plausible que le comportement récent du premier ministre arménien ait contribué à raviver les tensions dans cette région.

Mais quand des médias habitués à tout analyser à travers le prisme du combat du Bien contre le Mal commencent à nous présenter un conflit sur un ton nuancé, sans nous dire clairement qui sont les *gentils* et qui sont les *méchants*, alors on se demande s'ils ont vraiment progressé en sagesse ou s'ils craignent seulement de se tromper en choisissant tel ou tel camp.

La même perplexité se retrouve chez les chefs d'Etat occidentaux, coincés entre une vague sympathie pour l'Arménie, une vague crainte du dirigeant turc, et des intérêts géostratégiques liés au pétrole et au gaz du Caucase. Mais ces intérêts, pour l'heure, ne sont pas directement mis en danger par le conflit. On peut déjà prédire que les *Forces du Bien*, toujours prompts à invoquer le *droit d'ingérence humanitaire* pour s'en aller bombarder de-ci de-là, fermeront cette fois les yeux sur le sort des populations victimes de cette flambée de violence.

Pour le plus grand malheur de ces dernières, la Russie semble elle aussi redoubler de prudence face à l'affrontement de deux ex-républiques soviétiques, dont chacune a de l'importance aux yeux de Moscou. La Russie a fait de réels efforts pour imposer un cessez-le-feu, mais sans véritable succès à ce jour. Tout au plus peut-on espérer qu'elle continue d'agir en coulisses.

Pas de *gentils*, pas de *méchants*: le conflit du Haut-Karabakh n'émeut pas grand monde. Pourtant il se déroule aux portes de notre continent, dans une région qui peut nous intéresser historiquement, stratégiquement et culturellement. Ces événements ne nous laissent donc pas indifférents – et tant pis si cet intérêt nous associe à la «fachosphère».

Pollux

Blasphème

Un professeur de Conflans-Sainte-Honorine (France) a été assassiné et décapité par un islamiste, qui a voulu lui faire payer le blasphème commis devant ses élèves, à qui il avait montré des caricatures du Prophète dans un cours consacré à la liberté d'expression.

Dans le *Pamphlet* n° 417 de septembre 2012, et à l'occasion de la sortie d'un film critique à l'endroit de l'islam, j'observais que la liberté d'expression connaît des limites:

La libre expression trouve donc sa limite non point dans la vérité, ni même dans l'éventuelle intention de choquer qui anime l'auteur du discours, mais dans la perception de ce discours par ses auditeurs.

Le Tribunal cantonal de l'Etat de Fribourg et le Tribunal fédéral ont, dans cet ordre d'idées, admis que «la perception spécifique de la victime peut suffire à qualifier de harcelante une conduite considérée par le Tribunal comme objectivement anodine», tels des courriels relevant de la «misogynie ordinaire».

C'est une exception importante au principe du droit pénal qui veut que la culpabilité se mesure à l'intention de l'auteur et non au résultat de l'acte: si vous avez voulu tuer votre belle-mère, mais que le pistolet s'est enrayé, la «victime» est saine et sauve, mais vous serez jugé pour une tentative de meurtre. En revanche, si vous traversez la rue hors des passages balisés et qu'un automobiliste, voulant vous éviter, s'écrase contre un pilier en béton et décède, vous ne serez pas jugé pour homicide.

Le professeur a négligé la perception que pouvaient avoir les élèves de son cours sur la liberté d'expression, et notamment il ne s'est pas demandé comment ses élèves musulmans pouvaient ressentir l'exposition de caricatures grossières du prophète Mahomet.

Ce faisant, il a violé l'interdiction du blasphème, qui protège le Prophète dans l'Islam. J'observe en passant que toutes les religions et toutes les croyances ne bénéficient pas, au sein de la république, d'un même encouragement à se moquer d'elles. *Charlie Hebdo* a pu publier des articles et des caricatures ignobles de Dieu, de Jésus et de Mahomet, c'était son droit et c'était l'exercice de sa liberté d'expression. Macron a même défendu, au nom de la laïcité, le droit au blasphème. Mais il existe une religion sacrée. Toute mise en cause de ses dogmes sera considérée comme un discours de haine et punie d'amendes et de prison.

Sans doute, l'assassinat de l'instituteur Samuel Paty, et surtout sa décapitation, sont une telle ignominie que ces actes ont soulevé une émotion légitime. Mais les discours des politiques de tous bords sur la *liberté d'expression* me laissent perplexes: lorsque Robert Faurisson se faisait rouer de coups dans un parc public de Vichy par des nervis, qui l'abandonnèrent en le croyant mort, où étaient les défenseurs de la liberté d'expression? On a même entendu *qu'il l'avait bien cherché!* Lorsque Alain Soral est lourdement condamné pour la réédition d'un livre de Léon Bloy et lorsque Hervé Ryssen est en cellule à Fleury-Mérogis pour avoir usé de sa liberté d'expression, où sont les protestataires?

Claude Paschoud

Suicide de l'Occident

En manipulant le sens d'un mot et d'un contrat, le mariage, l'Occident perd toute crédibilité morale et, par contre-coup, politique dans le monde. Il devient même une entité nuisible, naturellement appelée à disparaître.

C'est le sort qu'il se choisit lui-même, en dehors même de toute menace externe, notamment par sa politique d'immigration.

Nos classes politiques sont à mille lieues de s'en rendre compte. Elles participent à l'inconscience générale et ne cherchent nullement à dissiper ces ténèbres.

Voilà pourquoi toute promesse d'avenir politique crédible passe dorénavant par une clarification du sens des mots dans le monde politique, et notamment de celui évoqué ci-dessus.

La sécularisation politique, en tant qu'elle nie toute relation de l'ordre politique avec la transcendance, que celle-ci soit morale ou religieuse, tue l'Occident. En prendre conscience, c'est déjà amorcer un retour à la vraie vie publique et politique.

Michel de Preux

Ne dites pas...

Ne dites pas: «A l'heure qu'il est (19 octobre à huit heures du matin), sur 1'632'288 tests Covid 19 effectués en Suisse depuis l'apparition du virus, 83'159 d'entre eux sont positifs selon l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).» Dites: «A l'heure qu'il est (19 octobre à huit heures du matin), sur 1'632'288 tests Covid 19 effectués en Suisse depuis l'apparition du virus, 83'159 sont positifs selon l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).»

Cela nous donne 5,09% de cas positifs – le plus souvent asymptomatiques ou légers – par rapport au nombre de tests effectués depuis le début de l'épidémie. Pour une population de quelque 8'500'000 habitants (Liechtenstein inclus), nous avons donc moins d'un cas positif sur cent. Ajoutons à cela que le nombre d'hospitalisations total (5447) représente quelque 0,065% de la population, soit soixante-cinq cas pour cent mille habitants et celui des décès (1837) 0,021 %, soit vingt et un morts – presque toujours atteints d'autres pathologies – pour cent mille habitants¹.

Il semble que les mesures prises depuis la fin du semi-confinement aient produit cet heureux résultat. On ne voit donc pas pourquoi on nous annonce toujours plus de contraintes susceptibles de pourrir durablement la vie des Suisses et de l'économie suisse.

Le pinailleur

¹ <https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/aktuelle-ausbrueche-epidemien/novel-cov/situation-schweiz-und-international.html#-1315239417>.

Perseverare diabolicum

Béatrice Stöckli, missionnaire bâloise, fut enlevée une première fois en 2012 à Tombouctou par un groupe islamiste, puis libérée au bout de neuf jours. Au mépris de toute prudence, elle retourna au Mali pour continuer son œuvre d'évangélisation. Enlevée une deuxième fois en janvier 2016, elle aurait été exécutée par ses ravisseurs jihadistes il y a quelques semaines.

Cette information a été communiquée à la Confédération par la France, qui la tient de Sophie Pétronin, autre otage, dont la libération le 8 octobre a fait grand bruit et qui, semble-t-il, est considérée comme une source incontestable.

Personnellement, je trouve un peu étrange que les terroristes qui avaient enlevé Béatrice Stöckli en 2016 aient attendu plus de quatre ans pour se débarrasser de cette «infidèle». Mais peut-être avaient-ils fini par comprendre que personne ne se soucierait de verser une juteuse rançon pour cette malheureuse évangéliste.

En effet, les efforts déployés par la Suisse ces quatre dernières années en faveur de la libération de l'otage, les pressions exercées sur le Mali, la création d'une *task force* interdépartementale dirigée par le Département fédéral des affaires étrangères et le contact permanent des autorités suisses avec la famille de la victime n'avaient que peu de chances de toucher le cœur des combattants d'Allah, qui veulent des sous ou des échanges de prisonniers.

Sophie Pétronin a été mieux lotie. D'abord, elle s'est convertie à l'islam pendant sa captivité – conviction ou légitime prudence, nul ne le sait – ce que n'avait probablement pas fait sa compagne d'infortune. Ensuite, sa nationalité française – sa double nationalité franco-suisse, en fait, mais qu'importe – lui a valu, selon toute probabilité le versement d'une rançon substantielle, en plus de la mise à disposition de l'avion qui l'a déposée en France à la base aérienne de Villacoublay, lui permettant de tomber dans les bras de son fils sous le regard du président de la République française sans passer par Roissy ou Orly comme le commun des mortels.

Il semblerait que, après avoir minimisé la dangerosité de ses ravisseurs, simples opposants armés selon elle, et appelé la bénédiction d'Allah sur le Mali, Dame Sophie Pétronin, rebaptisée, si l'on ose dire, Mariam Pétronin, a exprimé le désir de retourner au Mali. On ne sait pas si son fiston pourra l'en empêcher comme c'est, semble-t-il, son intention, mais force est de

constater que pareil projet constitue une gifle et une ingratitude monstres à l'endroit de tous ceux qui se sont décarcassés en sa faveur, ainsi que des soldats français qui combattent là-bas le terrorisme islamique – on se demande bien pourquoi, d'ailleurs, car il y a assez à faire en France à cet égard.

Aussi comprend-on la colère du général Roland Dubois exprimée dans les colonnes des **4 Vérités hebdo**¹:

Mais il y a plus dégradant et révoltant que le rôle ubuesque, étalé au grand jour, que nous avons joué dans cette mascarade, conclue par le «traditionnel» accueil national au pied de la passerelle par notre président.

Ce sont les termes du marché passé avec les «ravisseurs». Outre une rançon d'argent dont le montant restera sans doute inconnu, mais servira à acheter des armes et munitions qui seront utilisées contre nous, nous avons ordonné ou cautionné la libération de 100 ou 200 djihadistes qui ont sans doute déjà repris les armes contre nous. Demain, des soldats français seront tués par ces gens dont notre chef aura donc tenu la main. C'est à hurler de colère, de dégoût, devant tant de sottise, de lâcheté et de naïveté. Comment ne pas penser comme le Romain Marcus Flavinius, centurion à la 2^e cohorte de la légion Augusta: «Si nous devons laisser en vain nos os blanchis sur les pistes du désert, alors que l'on prenne garde à la colère des légions.»

On ne saurait mieux dire.

Mais il faudrait aussi que les religieux et humanitaires enlevés puis libérés grâce à l'argent des contribuables et aux efforts des gouvernements cessent de récidiver en prenant leur sottise pour de l'héroïsme.

M.P.

¹ Les 4 Vérités hebdo, 3, rue de l'Arrivée, 75015 Paris, n° 1265 du 16 octobre 2020.

Coran: littéral ou littéraire?

Le brutal assassinat de Samuel Paty, professeur en région parisienne, par un jeune Tchétchène pour avoir, semble-t-il, utilisé des caricatures de Mahomet dans un de ses cours, vient s'ajouter aux nombreux attentats commis par des musulmans «radicalisés» sur le sol français.

«Tous les Tchétchènes ne sont pas des terroristes», insiste un jeune du quartier. «Je ne sais pas ce qui lui est arrivé, il a dû être manipulé ou regarder trop de vidéos, mais ça n'a rien à voir avec notre communauté¹.»

Cette réaction, parfaitement juste qui plus est, devrait nous encourager à chercher ailleurs les raisons qui provoquent ces actes déplorables. Un rapide coup d'œil aux textes fondateurs de l'islam pourrait nous donner quelques indices. N'oublions pas que Mahomet était non seulement un grand poète, mais également un chef de guerre, qui de son vivant a étendu l'islam par les armes, laissant aux peuples vaincus le choix entre trois options: la conversion, le tribut ou la mort.

Les termes utilisés dans le Coran pour qualifier l'attitude à avoir vis-à-vis des infidèles sont de type martial: «(...) un châtement avilissant attend les infidèles².» «(...) Allah est l'ennemi

des infidèles³.» «(...) Un châtement douloureux sera pour les infidèles⁴.» «Allah (...), tu es Notre Maître, accorde-nous donc la victoire sur les peuples infidèles⁵.»

Un inventaire complet serait fastidieux, mais le ton général, s'il n'est pas aussi agressif que le laissent penser les publications que l'on voit passer sur Facebook, n'en reste pas moins très différent du message d'amour que le Nouveau Testament a laissé aux chrétiens.

De mon point de vue, la vraie question reste de savoir si l'islam est une religion compatible avec notre mode de vie. Il semble évident, lorsque l'on se promène dans la rue, que les musulmans ne paraissent pas enclins à s'adapter aux mœurs et coutumes européennes. Il y a évidemment des exceptions, mais leur grand nombre les pousse plutôt à se sentir en pays conquis, et il n'est dès lors pas étonnant qu'au lieu de faire preuve d'humilité et de reconnaissance pour leurs hôtes, certains démontrent une arrogance qui nous semble intolérable.

Il est de toute façon trop tard pour faire marche arrière et nous devons vivre avec cette situation. L'avenir nous dira si, comme les précédentes vagues migratoires en provenance de l'Italie et de la péninsule ibérique, les nouveaux venus finissent par s'intégrer au fil des générations. C'est alors que l'on pourra mesurer si la religion est un facteur essentiel.

Michel Paschoud

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/a-louest-de-paris-le-profil-discret-dabdoullakh-a-779322338561>.

² Sourate 2, verset 90. ³ Sourate 2, verset 98. ⁴ Sourate 2, verset 104. ⁵ Sourate 2, verset 286.

Donald Trump

Presque unanime, la presse française et suisse romande n'a pas de critiques assez sévères pour juger le président Donald Trump, ses interventions télévisées ou, sur les réseaux sociaux, ses déclarations abruptes et inattendues, son style de cow-boy de série B et sa gestion de la crise sanitaire qui s'est abattue sur le monde.

Tout est prétexte à indignation ou ricanements: sa situation financière s'est-elle dégradée au point que ses pertes, pendant le dernier exercice, ont dépassé ses recettes, ce qui lui a permis d'être dispensé de l'impôt sur le revenu? C'est donc un âne qui ne sait pas gérer sa fortune.

Bien entendu, si sa fortune personnelle s'était accrue, on aurait crié qu'il s'enrichissait sur le dos des malheureuses victimes du Covid.

Son prédécesseur à la Maison Blanche a mené des guerres coûteuses et inutiles, pendant les huit ans de son mandat, en Afghanistan, en Irak, en Syrie, et des interventions par drones au Pakistan, en Somalie, au Yémen, ainsi que des appuis au Cameroun et en Ouganda. Pour ces hauts faits, il a reçu le *prix Nobel de la paix* et il est adulé par toute l'intelligentsia de gauche... et par la presse.

Trump n'a fait la guerre à personne. Il a créé durant son premier mandat quatre millions d'emplois et il a redressé l'économie du pays avant qu'elle soit durement affectée par le Coronavirus. La presse le brocarde pour ses frais de coiffeur! Voyez le niveau. Les démocrates lui reprochent sa gestion de la crise sanitaire, qui ne dépend pas de lui, mais des gouverneurs.

Le débat du 29 septembre n'a rien apporté de neuf, sauf la démonstration de la grossièreté du candidat Joe Biden, qui a traité son adversaire de *clown* et lui a ordonné de la boucler: «Would you shut up, man!»

Le bilan de la gauche et de l'extrême gauche, le bilan des années Clinton et Obama, est désoyant. Il faut espérer, pour l'équilibre mondial et la paix dans le monde, que Trump sera réélu, n'en déplaise à mon ami Jean-Claude Chappuis, qui ne l'aime pas.

C.P.

Voyage inopportun

Une délégation parlementaire incluant la présidente du Conseil national Isabelle Moret s'est rendue dans les pays baltes «pour se renseigner sur les mesures prises face au coronavirus et à la crise économique causée par la pandémie¹». Elle devait également aborder avec les autorités des pays de la Baltique différentes questions, dont «la réponse de l'UE à la crise».

D'autre part, Mme Moret a profité de l'occasion pour rencontrer la femme politique biélorusse Svetlana Tikhanovskaïa, candidate malheureuse à la présidence de son pays lors des dernières élections et en exil en Lituanie, pour évoquer la situation politique de la Biélorussie vue par l'opposition.

Il n'est pas admissible qu'une délégation parlementaire aille se balader dans les pays baltes, où notre pays entretient des représentations diplomatiques, pour discuter de sujets qui, d'ailleurs, pourraient être traités par courriel, par conférences vidéo, voire par téléphone.

Il est scandaleux, aussi, qu'une présidente du Conseil national, qui n'a aucune compétence en matière de relations extérieures et qui devrait se soucier de la neutralité suisse, se permette d'avoir un entretien officiel avec une personnalité politique, si sympathique soit-elle, qui milite contre le président et le gouvernement, si peu sympathiques soient-ils, d'un pays avec lequel, autant qu'on sache, la Suisse n'a pas rompu ses relations diplomatiques.

Que les parlementaires restent dans leur hémicycle. Que Mme Moret reste sur son perchoir. Et qu'on laisse le Département des affaires étrangères et les diplomates faire leur travail.

Cela dit, je ne vois pas d'inconvénient à ce que **tous** les parlementaires fédéraux et cantonaux s'en aillent visiter les pays baltes et rencontrer qui ils veulent, quitte à violer une neutralité suisse moribonde. Mais je veux qu'ils le fassent à titre personnel et à leurs frais!

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/fr/story/isabelle-moret-va-rencontrer-une-opposante-belarusse-608355481287>.

Bricoles

Mélange des genres

Pro Natura, tout comme les autres associations qui se vouent à la protection de la nature et de la faune, s'est félicitée du rejet de la «révision inacceptable de la loi sur la chasse». C'est compréhensible. Ce qui l'est moins, c'est le langage adopté par la rédaction de *La Nature Vaudoise*, organe de *Pro Natura* dans le canton de Vaud, à la veille de la votation¹. On trouve certes dans cette respectable revue des arguments qui peuvent se discuter, mais certains passages sont davantage le fait de militants politiques de gauche que d'authentiques et courtois amoureux de la nature.

Qu'on en juge:

Page 2: *Il ne fait nul doute que les quelques groupes d'intérêts qui sont parvenus à imposer leur vue à la majorité crédule, pour ne pas dire ignare, du Parlement vont réactiver leur maitraquage mensonger dans les semaines à venir. Si par malheur leurs boniments fallacieux l'emportaient, la Suisse (...) donnerait la vision d'une contrée obscurantiste, allant totalement à contresens de la Raison et de l'Histoire.*

Page 6: *A l'origine, l'objectif de la révision visait essentiellement la gestion plus pragmatique du loup. Malheureusement, elle a été retoquée par la majorité de droite du Parlement fédéral qui, en 2019, l'avait métamorphosée en un salmigondis réactionnaire. (...)*

On croirait lire **La Brèche**, qui fut, dans les années 1970, l'organe de presse de la Ligue marxiste révolutionnaire. (mp)

¹ *La Nature Vaudoise* no 172, septembre 2020.

Avis d'expert

Le 12 novembre 2019, apprenant que Christian Levrat, président du Parti socialiste suisse (PS) ne briguerait pas de nouveau mandat à la tête de son parti, les experts se lançaient dans de savantes analyses – ou spéculations, si l'on préfère – quant à sa succession.

Le politologue bernois Michael Herman ne donnait que «très peu de chances à un tandem à la tête du PS» et ajoutait cette forte pensée: «Un grand et fort parti a besoin d'une personnalité qui puisse l'incarner (...). C'est pourquoi une voix forte et dominante finira probablement par l'emporter¹.»

Le 17 octobre 2020, lors de son congrès en ligne, le PS a élu coprésidents l'Argovien Cedric Wermuth et la Zuricoise Mattea Meyer.

Tout le monde peut se tromper, même les «experts», comme nous le savons tous... (mp)

¹ <https://www.lematin.ch/story/depart-de-levrat-une-femme-de-combat-l-ideal-944133350330>.

Ministres

Tous ceux qui connaissent peu ou prou les institutions fédérales savent que nous n'avons pas de Sénat et, donc, pas de sénateurs, mais un Conseil des Etats et des conseillers aux Etats. Les mêmes savent aussi que le Conseil fédéral est composé de chefs de Départements.

Il semble que cet état de fait dérange certains journalistes, qui ont pris l'habitude de recourir au mot *ministre* pour désigner nos conseillers fédéraux. Est-ce par souci de clarté envers les innombrables Français qui se jettent sur notre presse quotidienne dès potron-minet? Je ne saurais le dire. Mais cela donne des résultats surprenants.

C'est ainsi que, durant le mois écoulé, j'ai appris que M. Alain Berset était un jour ministre de la santé, un autre jour ministre des assurances sociales, un autre jour encore ministre de la culture. Que de casquettes pour ce malheureux chef du Département de l'intérieur! Quant à M. Guy Parmelin, chef du Département de l'économie, de la formation et de la recherche, il s'est vu propulser récemment au rang de ministre de l'éducation.

Grotesque! (mp)

Le Covid me pompe l'air, c'est grave docteur?

Je ne sais pas si on est en train de nous bourrer le mou et, si c'est le cas, dans quel but. Ce dont je suis sûr, c'est que les mines graves et les *brushings* impeccables des présentateurs de

télévision qui nous communiquent l'évolution des chiffres du Covid19 me gonflent prodigieusement et m'encouragent à zapper au plus vite pour regarder une bonne série sur Netflix. On voit partout des mines démoralisées, les gens ont les nerfs à fleur de peau et la moindre contrariété dégénère en dispute. Voilà huit mois qu'on ne parle plus que de ça. Si la situation est appelée à durer, qu'ils nous fournissent des scaphandres et passons à autre chose. (xs)

Liberté(s) d'expression

En France, un enseignant qui avait abordé avec ses élèves le thème de la liberté d'expression en montrant des caricatures de Mahomet a été décapité à l'arme blanche par un jeune musulman. L'émotion est à son comble et de nombreuses personnalités affirment que la liberté d'expression n'est pas négociable, qu'elle constitue une tradition républicaine en France.

On pourrait leur faire remarquer que la décapitation a aussi constitué, par le passé, une pratique républicaine courante.

Surtout, on leur rappellera leurs propos lorsqu'il s'agira de défendre la liberté d'expression sur d'autres sujets que la religion – par exemple sur des sujets qui fâchent les esprits républicains. (px)

Covid-19. En Allemagne, folie douce et légère hystérie collective

(Emprunté à *Polémia* le 8.10.2020)¹

Séisme en Bavière

La petite ville de Garmisch-Partenkirchen est une bourgade charmante et paisible de Haute-Bavière, enchâssée dans son écrin de roc et de verdure, à l'ombre de la Zugspitze, le point culminant de la République fédérale. Ici comme ailleurs, Maître Coronafoirus a provoqué quelques dégâts, mais la vie poursuit malgré tout son cours paisible dans les rues piétonnes du centre historique, à l'ombre des maisons ornées de fresques si typiques de ce beau coin de terre. Même les accents yankees, auxquels on s'est depuis longtemps habitué, ne peuvent troubler la sérénité du lieu. C'est sans doute que les «stagiaires» envoyés ici en formation à la Grande Époque avaient quelques habitudes de discrétion – le George C. Marshall Center, œuvre de rééducation au bénéfice des futures élites des pays de l'ex-bloc Papa, qui viennent y téter le lait des Droits de l'Homme et sucer le miel de l'Économie de Marché, est l'héritier d'un centre de formation en langues slaves de la maison moustache de l'Oncle Sam – et qu'il en est resté quelque chose.

C'est donc un séisme qui a secoué notre paisible bourgade alpine il y a un peu plus de trois semaines. Ce séisme a un nom. Il ou plutôt elle s'appelle Yasmin A., 26 ans, citoyenne américaine. Le 12 septembre dernier, elle a eu les honneurs de la presse bavaroise, puis rapidement de la presse nationale allemande. A en croire tous ces journaux bien informés – papier comme électroniques – la jeune femme aurait commis le pire des crimes. Cette jeune touriste irresponsable, au mépris des règles sanitaires en vigueur, et, osons le dire, des bonnes mœurs et de la plus élémentaire bienséance, violant par là même l'hospitalité accordée à l'Étranger, aurait fait une tournée – certains journaux évoquant le fait qu'elle ait pu renouveler ses expéditions

nocturnes plusieurs soirs de suite – passablement arrosée des bars et autres hauts lieux de la vie nocturne de la petite ville de Garmisch-Partenkirchen, alors qu'elle venait d'une «Risikogebiet», une région à risque Covid. A la lecture de la presse locale, très remontée contre notre Yasmin, on pouvait presque inférer qu'elle avait fini sa nuit au schnorchel dans un caniveau, après avoir littéralement écumé tous les pubs, estaminets et autres gargotes de la ville: «Ein Superspreader macht Party», un supercontaminateur fait la fête, titrait la *Bayerische Rundfunk*. Selon les médias, la jeune dame, avait été testée à son arrivée, conformément à la réglementation d'exception actuellement en vigueur. A cette occasion, on lui avait enjoint, sur le mode clairement impératif, de se mettre en quarantaine jusqu'à l'obtention des résultats. Mais elle n'avait pas attendu les résultats du test avant de partir en goquette, alors qu'elle présentait des symptômes.

Au cours de son équipée, elle aurait croisé la route d'une foule de gens et contaminé pas moins de trente-trois personnes. Bien pire, elle aurait été en contact avec un membre de l'équipe de football amateur locale, conduisant à la mise en quarantaine de toute l'équipe. Interrogé par RTL, l'entraîneur du FC-Garmisch-Partenkirchen y épancha sa bile, énervé au dernier degré que sa très prestigieuse équipe soit privée de la prochaine rencontre avec la non moins glorieuse équipe de Nirgends-am-Arsch-der-Welt. Le Landrat – conseiller cantonal – de Garmisch y alla de son couplet, exprimant sa très vive réprobation – sans toutefois se départir de la retenue qui sied à un notable et à un édile. Pensez donc! A cause d'elle, on avait vu le nombre des nouveaux cas exploser, et franchir la barre fatidique et ô combien dramatique des 50 nouveaux cas pour 100'000 habitants en une semaine, seuil fixé par le prestigieux Robert-Koch-Institut de Berlin, au-delà duquel de nouvelles mesures de restriction de liberté doivent être prises.

Mobilisation générale

L'affaire, en quelques heures, quelques jours, prenaient de l'ampleur. Les locaux de détente et autres débits de boisson recevaient sans tarder la consigne de fermer à 22h00 – c'est, semble-t-il, l'heure à partir de laquelle, en France comme en Allemagne, le virus se déchaîne, où l'on voit que l'unité politique franco-allemande, ayant échoué à emprunter la voie de l'infiniment grand (De Gaulle-Adenauer), pourrait se faire par l'infiniment petit –, les attroupements de plus de cinq personnes dans l'espace public étaient désormais interdits – au grand dam de sympathiques riverains qui voulaient justement manifester contre la circulation automobile en forte croissance dans la région, et de paysans que préoccupait davantage la circulation du loup –, les fêtes privées se voyaient limitées à cent personnes à l'air libre, à cinquante en espace confiné. On convoqua derechef mille personnes, soupçonnées d'avoir été plus ou moins passivement en contact avec la jeune personne au cours de son escapade, afin de les tester, et d'établir ainsi de manière irréfutable à la face du monde, ou à tout le moins des Hauts-Bavarois, Bas-Bavarois, Souabes et autres Hauts-Franconiens la véracité de l'abominable forfait.

N'écoutant que son sens du devoir, le parquet de Munich se saisit de l'affaire, afin d'engager les nécessaires poursuites contre l'impétrante. Enfin, jugeant sans doute que la gravité de l'heure, l'étendue de la menace et la frivolité de quelques mécréants imposaient de faire un

exemple, l'ineffable Markus Söder, maître tout-puissant de la CSU et de la Bavière – on voudra bien me pardonner ce qui est encore un pléonasme, mais ne le restera pas indéfiniment –, sortit de son silence, et prononça l'une de ces paroles définitives dont il a le secret: «Garmisch-Partenkirchen est un parfait exemple d'irresponsabilité. Cette légèreté doit être sanctionnée.» Et d'ajouter, avec son solide bon sens typique de la patrie des Fugger: «Il est raisonnable que l'amende soit lourde.» Cette entrée en scène fracassante du prétendant à la chancellerie et donc à la succession de Mutti mit le point d'orgue à l'affaire. On n'attendait plus, désormais, que le verdict des tests et l'inéluctable exécution qui suivrait, le pilori, l'écartèlement, et le virement en bonne et due forme vers la caisse de l'Etat libre de Bavière. Attendant la sentence, mais déjà condamnée, la criminelle était placée en dét... quarantaine.

Et finalement...

Las ... Le 16 septembre, le Landrat si énervé du 12 septembre annonçait, vaguement contrit, que la situation était sous contrôle. Rapidement, il apparaissait que la touriste délinquante Yasmin A. était en réalité une résidente permanente de Garmisch – depuis un an et demi – et qu'elle travaillait à l'Edelweiss Lodge & Resort, un hôtel réservé au personnel civil et militaire des forces armées américaines stationnées en Europe et à leurs familles. Les nouveaux cas d'infection détectés à Garmisch étaient pratiquement tous en lien avec l'Edelweiss – sans que l'on puisse établir formellement que Yasmin était la patiente «zéro». Des 1000 condamnés au prélèvement PCR, les 740 premiers résultats donnèrent... trois cas positifs. Au grand désappointement des autorités, il fut absolument impossible d'établir le moindre lien entre ces trois personnes et notre malheureuse Américaine... dont il apparut finalement que ses débordements de fête s'étaient en réalité limités à passer quelques heures avec deux ou trois amis dans un paisible local. Enfin, le 17 septembre, personne ne se souvenait plus exactement si, lors du test, on avait réellement dit à Yasmin qu'elle devait se mettre en quarantaine, ou bien s'il s'agissait d'une simple recommandation. Restait le fait essentiel: ce jour-là, le 12 septembre, la deuxième vague de coronafoirus avait submergé notre paisible bourgade, avec 54 – ou bien étaient-ce 59? – nouveaux cas pour 100'000 habitants en sept jours, franchissant le seuil redoutable fixé à 50, et mettant en branle la résistible mécanique de la dictature sanitaire à l'ombre de la Zugspitze.

François Stecher²

¹ <https://www.polemia.com/covid-19-en-allemande-folie-douce-et-legere-hysterie-collective/>.

² François Stecher est correspondant de Polémia en Allemagne.

*Le Pamphlet
Case postale 998
1001 Lausanne*

*Courriel: courrier@pamphlet.ch
ccp:10-25925-4*

*Rédacteur responsable: Mariette Paschoud
ISSN 1013-5057*